GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA **DEL REGNO D'ITALIA**

Anno LXIV — **Roma — Lunedì, 10 dicembre 1923** — **Numero 289**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

BANDI DI CONCORSO

LEGGI E DECRETI

REGIO DECRETO 18 novembre 1923, n. 2547.

Trattamento giuridico ed economico per i professori incaricati dell'insegnamento di lingue straniere, presso i Regi istituti superiori di Roma, Genova, Bari e Torino.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 20 marzo 1913, n. 268;

Visto l'art. 8 del R. decreto-legge 16 agosto 1922, n. 1322;

Sentito il Consiglio superiore per la istruzione economica e commerciale;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Ai professori che alla data del 1° gennaio 1913, erano incaricati dell'insegnamento di una delle lingue obbligatorie di cui all'art. 9 della legge 20 marzo 1913, n. 268 (francese, inglese, tedesca, spagnuola), nei Regi istituti superiori di Roma, Genova, Bari e Torino, potrà essere concesso il trattamento giuridico ed economico spettante ai professori straordinari, purchè:

a) abbiano senza interruzione continuato nell'incarico fino alla data di pubblicazione del R. decreto 16 agosto 1922, n. 1322;

b) il Consiglio accademico abbia espresso parere favorevole sulla loro attività scientifica e didattica.

I professori, che chiedano ed ottengano di usufruire del trattamento di cui al presente decreto, sono soggetti alle disposizioni dell'art. 15 della legge 20 marzo 1913, n. 268, e sono parificati ai professori straordinari di lingue moderne considerati fuori ruolo dall'art. 18 della legge predetta e dall'art. 176 del regolamento per la sua applicazione, approvato con il R. decreto del 1° agosto 1913, n. 1223.

Art. 2.

La nomina e gli aumenti quinquennali per coloro che non coprono alcun posto di ruolo presso pubbliche amministrazioni decorrono dal 1° novembre 1922, per gli altri, invece, dal giorno dal quale hanno effetto le dimissioni dal posto ora occupato.

Art. 3.

La domanda per chiedere l'applicazione delle disposizioni dell'art. 8 del R. decreto 16 agosto 1922, n. 1322, colle norme fissate dai precedenti articoli dovrà essere presentata, con tutti i documenti necessari, entro 15 giorni dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del presente decreto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

CORBINO.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, foglio 23. — GRANATA.

REGIO DECRETO-LEGGE 31 ottobre 1923, n. 2564.

Convenzione per il rimborso delle spese dell'Armata di occupazione degli Stati Uniti d'America in Renania.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto il R. decreto 6 ottobre 1919, n. 1803, che approva il Trattato di pace concluso con la Germania il 28 giugno 1919;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato *ad interim* per gli affari esteri, di concerto col Ministro per le finanze;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo stipulato a Parigi il 25 maggio 1923 fra i Governi d'Italia, di Gran Bretagna, di Francia e del Belgio da una parte, ed il Governo degli Stati Uniti d'America dall'altra, per il rimborso delle spese dell'Armata d'occupazione degli Stati Uniti d'America in Renania.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge, entrerà in vigore nello stesso giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei Conti, con riserva, addì 6 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, foglio 40. — GRANATA.

Accord relatif au remboursement des frais des armées d'occupation des Etats-Unis d'Amerique.

Le présent accord est conclu entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, d'une part, et les Gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et de la Belgique, d'autre part.

Les Gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et de la Belgique s'engagent à faire tous leurs efforts pour obtenir l'approbation des autres Puissances alliées ayant droit de participer aux payements affectés par ledit Accord.

Article premier.

Le montant net dû aux Etats-Unis pour les frais de leurs armées d'occupation sera, pour l'exécution du présent Accord calculé comme suit:

Frais totaux nets, tels qu'ils sont certifiés par le Gouvernement des Etats-Unis et tels qu'ils seront indiqués dans les comptes de la Commission des Réparations, après déduction des sommes suivantes si elles n'ont pas encore été déduites:

a) de tout montant déjà perçu par le Gouvernement des Etats-Unis sous forme de réquisition de marks-papier;

b) de la valeur du matériel d'armistice et du matériel abandonné par l'Allemagne n'ayant pas un caractère militaire.

La valeur or des marks-papier, du matériel d'[illegible] et du matériel abandonné n'ayant pas un caractère militaire sera fixée

par la Commission des Réparations et celle-ci se mettra d'accord avec le Gouvernement des Etats-Unis pour fixer le montant à déduire du total net des frais de l'armée d'occupation américaine.

Art. 2.

I. Le montant net dû au Gouvernement des Etat-Unis sera payé en douze annuités égales, la première annuité à verser au plus tard le 31 décembre 1923.

II. Aucun intérêt ne sera compté; toutefois, si les Gouvernements alliés décident, à un moment donné, de compter un intérêt à partir d'une date déterminée pour les frais des armées d'occupation non payés, le même intérêt sera accordé à partir de la même date au Gouvernement des Etats-Unis pour le montant non payé de sa créance.

III. Chacune des annuités visées à l'alinéa 1 du présent article constitue jusqu'au 31 décembre 1926 un privilège de premier rang sur les paiements de toutes sortes à porter au crédit du compte « Réparations » (1) de l'Allemagne à l'exclusion de ceux spécifiés au paragraphe IV ci-dessous et à partir du 1er janvier 1927, si les paiements de toutes sortes à porter au crédit du compte « Réparations » sont insuffisants, en outre sur tous les paiements à porter au crédit du compte « Armées d'occupation » à l'exclusion des marks-papier réquisitionnés pour faire face aux besoins des armées d'occupation en monnaie locale pendant l'année au cours de laquelle ladite annuité doit être payée au Gouvernement des Etats-Unis. Les privilèges établis par le présent paragraphe sont valables, que ces paiements soient faits par l'Allemagne ou pour le compte de l'Allemagne, ou par un autre pays, ou pour le compte d'un autre pays dont semblable paiement peut être exigé à n'importe quel organisme qui à été ou peut être désigné pour recevoir pareils paiements et y compris les paiements faits directement aux Gouvernements intéressées.

IV. Pour l'exécution du présent accord les paiements faits par le Gouvernement allemand et soumis aux privilèges mentionnés au paragraphe III ci-dessus ne comprennent pas:

a) les livraisons en nature destinées à être utilisées à l'intérieur des Pays réceptionnaires, de leurs colonies et de leurs Dominions, faites en vertu des diverses Annexes à la Partie VIII du Traité de Versailles ou de toute autre procédure approuvée à ce jour par la Commission des Réparations (2) aux Pays alliés jouissant d'un crédit en compte « Réparations »;

b) le produit du « Reparation Recovery Act » britannique ou de toutes mesures législatives analogues prises ou à prendre par les autres Gouvernements alliés en exécution du paragraphe 2 de la Décision des Gouvernements alliés du 3 mars 1921;

c) la valeur des transferts et cessions de biens, droits et intérêts faits en vertu du Traité de Versailles, à moins que pareils transferts (en vertu des articles 254 et 256 par exemple) ne donnent lieu à un versement au crédit du compte « Réparations » de l'Allemagne par des Puissances n'ayant pas droit aux réparations ou à moins que pareilles cessions de biens, droits et intérêts (en vertu de l'article 260 par exemple) ne soient liquidées et vendues contre espèces par la Commission des Réparations pour le compte de l'Allemagne.

V. Si, au cours d'une année (calendar year) entre le 1er janvier 1923 et le 31 décembre 1926, le montant de la somme due au Gouvernement des Etats-Unis dépasse les 25 % du total des paiements tels qu'ils son définis ci-dessus, faits par l'Allemagne ou pour son compte au crédit de son compte « Réparations » défini comme ci-dessus (à l'exclusion des sommes portées au compte des armées d'occupation) le versement à faire au Gouvernement des Etats-Unis sera réduit à une somme égale à 25 % de ce paiement et 1/8 du montant de la somme déduite sera ajouté à chacun des versements à faire au cours des années 1927 à 1934 inclusivement.

VI. Toutefois, pour l'application du présent Accord, les Gouvernements alliés européens créditeurs au titre de leurs armées d'occupation, prennent l'engagement d'affecter, par priorité, pendant chacune des années 1923 à 1926 inclusivement, à la couverture des frais courants de leurs armées d'occupation respectives, pour autant qu'ils n'ont pas été couverts par les marks-papier réquisitionnés, la valeur des livraisons en nature visées à l'alinéa *a*) ci-dessus, le produit de tout Reparation Recovery Act en viguer au moment envisagé et visé à l'alinéa *b*) ci-dessus, et la valeur des transferts et cessions des biens, droits et intérêts visés à l'alinéa *c*) ci-dessus, de façon à pouvoir porter autant que possible la valeur des autres paiements que fera l'Allemagne à son crédit on compte réparations.

VII. Si, après 1926, les versements au Gouvernement des Etats-Unis au cours d'un année déterminée sont insuffisants pour payer le montant dû, au cours de cette année, à ce Gouvernement les arriérés seront portés à un compte spécial portant intérêt simple à 4 1/2 %.

Ce compte des arriérés sera liquidé dès que les paiements reçus de l'Allemagne au cours d'une année quelconque le permettront.

Ces arriérés jouiront du même privilège que celui prévu au paragraphe III de l'article 2 du présent Accord pour les annuités.

VIII. Toutefois, si au cours d'une des quatre premières années, il est nécessaire d'utiliser tout ou partie des paiements en espèces faits par l'Allemagne pour couvrir les frais des armées d'occupation des Alliés européens au cours de cette année, la priorité américaine de 25 % sera calculée sur le total des paiements en espèces faits par l'Allemagne au cours de cette année, au compte des réparations et au compte des armées d'occupation des Puissances alliées européennes, à l'exception des marks-papier réquisitionnés pour faire face aux besoins des armées d'occupation en monnaie locale. La somme à remettre au Gouvernement des Etats-Unis au cours d'une des quatre premières années ne pourra toutefois dépasser 50 % du montant restant des paiements en espèces faits par l'Allemagne, au cours de l'année envisagée, au titre des réparations. Si la priorité américaine calculée comme indiqué ci-dessus pour une année déterminée ne peut être couverte par les 50 % calculés comme ci-dessus, le solde de cette priorité sera imputable sur les paiements en espèces faits par l'Allemagne au cours des années suivantes jusques et y compris 1926 au lieu d'être réparti sur les paiements des huit dernières années. Au début de 1927 le déficit total constaté sera réparti sur les paiements des huit dernières années.

IX. Si à la fin de l'année 1927, ou de toute année postérieure le montant des arriérés est tel que dans l'opinion du Gouvernement des Etats-Unis, l'exécution complète des paiements dans la période de douze années puisse s'en trouver compromise, les Gouvernements alliés s'efforceront, à la requête du Gouvernement des Etats-Unis, et d'accord avec lui, d'apporter telles modifications au présent Accord qui pourront paraître nécessaires pour assurer l'exécution complète des paiements dans le délai prévu de douze ans.

X. Les Gouvernements alliés réservent toutefois tous leurs droits sur les versements en nature et en espèces qui seraient perçus en territoire occupé sur l'intervention d'une Autorité alliée quelconque.

Art. 3.

Le présent Accord a été établi dans l'éventualité de paiements annuels à faire par l'Allemagne et en reconnaissant l'impossibilité de prévoir et de régler dès maintenant la répartition de tout paiement extraordinaire qui pourrait être fait par l'Allemagne au cours d'une année quelconque.

Si toutefois, un emprunt est émis ou un paiement anticipé effectué par l'Allemagne d'une manière quelconque, les Gouvernements alliés se mettront en rapport avec le Gouvernement des Etats-Unis à l'effet de discuter la participation des Etats-Unis dans des paiements extraordinaires de cette nature.

Si, comme conséquence de l'émission d'un emprunt, soit en Amérique, soit ailleurs, ou de tout paiement anticipé fait par l'Allemagne, par un moyen quelconque, un moratoire est accordé à l'Allemagne, les Gouvernements alliés se mettront en rapport avec le Gouvernement des Etats-Unis à l'effet d'arriver à un accord qui ne fasse subir aucun préjudice au Gouvernement des Etats-Unis.

Aucun escompte ne sera alloué pour les paiements anticipés.

Art. 4.

Les Gouvernements alliés ayant approuvé l'Accord du 11 mars 1922 déclarent que le privilège sur les paiement, en espèces à recevoir de l'Allemagne institué par la dernière partie de l'article 8 de l'Accord interallié du 11 mars 1922, en faveur du solde restant dû sur les frais des armées d'occupation britannique et française au 1er mai 1921, devra porter seulement sur le solde, s'il y en a un, des paiements allemands après paiement des sommes dues aux Etats-Unis en vertu du présent Accord. Le fait pour le Gouvernement des Etats-Unis de prendre acte de cette déclaration ne peut toutefois être interprété comme étant l'expression d'une opinion du Gouvernement des Etats-Unis concernant l'accord du 11 mars 1922.

---

(1) Le compte « Réparations » de l'Allemagne comprend tous les paiements en espèces et en nature qui sont destinés à compenser les dommages dont les Alliés, conformément aux clauses du Traité de Versailles, ont réclamé le remboursement à l'Allemagne. Sont en conséquence exclus du compte « Réparations » des postes tels que les frais de la Commission des Réparations, les paiements faits par l'intermédiaire des Offices de Vérification et de Compensation, et le coût des armées d'occupation.

(2) Les autres procédures approuvées à ce jour par la Commission des Réparations son celles des accords suivants:

a) Accords de Wiesbaden signés les 6 et 7 octobre 1921;
b) Accord Bomelmans-Cuntze du 2 juin 1922;
c) Accord Gillet-Ruppel du 2 juin 1922.

Art. 5.

Si le Gouvernement des Etats-Unis se met d'accord avec la Commission des Réparations pour recevoir, conformément aux clauses du Traité de Versailles ou de tout accord en découlant, des matières colorantes allemandes, la valeur de ces matières fixée d'un commun accord par le Gouvernement des Etats-Unis et la Commission des Réparations sera déduite du paiement annuel dû au Gouvernement des Etats-Unis en vertu du présent Accord au cours de l'année pendant laquelle ces matières colorantes auront été reçues.

Si, au cours d'une année déterminée, la valeur des matières colorantes ainsi fournies à l'Amerique dépasse l'annuité due au Gouvernement des Etats-Unis, l'excédent sera utilisé:

a) pendant les années 1923 à 1926 pour compléter en tant que besoin les paiements déjà faits de façon à les porter pour chaque année à 1/12 de la créance américaine;

b) pendant les années 1927 et suivantes à apurer le compte des arriérés.

Si, ces opérations effectuées, il reste encore un excédent, celui-ci sera considéré comme un paiement anticipé des annuités fixées comme il est dit à l'article 2 du présent Accord.

Aucun escompte ne sera alloué pour ces paiements anticipés.

Art. 6.

Si, à un moment donné, les arriérés dus aux Etats-Unis atteignent un montant tel que le Gouvernement des Etats-Unis estime qu'il court le risque de ne pas être payé dans la limite prévue de douze ans, il aura le droit d'annuler le présent Accord au cas où dans le délai de trois mois à courir de sa demande, l'Accord n'aurait pas été modifié à sa satisfaction.

En négociant le présent Accord, les Gouvernements respectifs dans le but d'arriver à un arrangement pour le paiement des frais de l'armée d'occupation américaine ont volontairement évité de soulever toute question de droit ou d'interprétation.

Les Gouvernements respectifs tiennent cependant à déclarer que, au cas où le présent Accord serait rompu pour un motif quelconque, chacun d'eux se réserve de faire valoir tous ses droits quelle que soit leur étendue et tels que, selon lui, ils existent à ce jour.

Le présent Accord entrera en vigueur après ratification, dans les conditions prescrites par la Constitution de chacune des Hautes Parties Contractantes.

Les ratifications seront échangées à Paris aussitôt que possible.

En foi de quoi, les soussigné dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Paris, le vingt-cinq mai mil neuf cent vingt trois, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Française, et dont les expéditions authentiques seront remises à chacune des Puissances signataires.

Pour les Etats-Unis d'Amérique: Eliot Wadsworth.
Pour la Grande-Bretagne: John Bradbury.
Pour la France: Jean Tannery.
Pour l'Italie: M. d'Amelio.
Pour la Belgique: A. Bemelmans.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

REGIO DECRETO 31 ottobre 1923, n. 2575.

Aggiunta al R. decreto 31 dicembre 1922, n. 1680, relativo alla riforma ed unificazione dei corpi armati di polizia.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 31 dicembre 1922, n. 1680, concernente la riforma ed unificazione dei corpi armati di polizia;

Vista la legge 3 dicembre 1922, n. 1601, per la concessione dei pieni poteri al Governo del Re;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari della guerra di concerto col Ministro dell'interno Presidente del Consiglio dei Ministri e col Ministro per le finanze.

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

All'art. 11 del R. decreto del 31 dicembre 1922, n. 1680, è aggiunto il seguente comma:

« I militari della Regia guardia per la pubblica sicurezza, che rivestivano il grado di ufficiale delle categorie in congedo del Regio esercito, ma che a suo tempo rinunziarono esplicitamente al grado stesso per poter entrare a far parte del nuovo corpo come sottufficiali o personale di truppa, potranno domandare di essere reintegrati nel grado e nell'anzianità di ufficiali in congedo, che avevano prima del passaggio nella Regia guardia ».

Art. 2.

La reintegrazione viene concessa dal Ministero della guerra cui è riservata la facoltà di accogliere o meno le domande degli interessati dopo i necessari accertamenti.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — A. DIAZ — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, foglio 51. — GRANATA.

RELAZIONE e REGIO DECRETO 9 novembre 1923, n. 2567.

19ª prelevazione dal fondo di riserva per le spese impreviste stanziato nel bilancio del Ministero delle finanze, per l'esercizio finanziario 1923-24.

Relazione del Ministro Segretario di Stato per le finanze a S. M. il Re, in udienza del 9 novembre 1923, sul decreto che autorizza una prelevazione dal fondo di riserva per le spese impreviste dell'esercizio finanziario 1923-1924.

MAESTÀ,

Per la partecipazione dell'Italia alla Esposizione internazionale della cooperazione e delle istituzioni sociali che si terrà in Gand nel periodo giugno-settembre 1924 si manifesta la necessità dello stanziamento in bilancio di un fondo adeguato.

Il Consiglio dei Ministri, valendosi della facoltà consentita dall'art. 38 della vigente legge per la contabilità generale dello Stato, ha pertanto deliberato di attingere al fondo di riserva per le spese impreviste, disponibile nel bilancio del Ministero delle finanze per l'esercizio finanziario 1923-24, la somma di L. 250,000, la quale, giusta il seguente schema di decreto, che il riferente si onora di sottoporre alla Augusta sanzione della Maestà Vostra, viene inscritta nello stato di previsione della spesa del Ministero per l'economia nazionale.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 38 del testo unico della legge sull'amministrazione e sulla contabilità generale dello Stato, approvato con R. decreto 17 febbraio 1884, n. 2016;

Visto che sul fondo di riserva per le spese impreviste inscritto in L. 15,000,000 nello stato di previsione della spesa del Ministero delle finanze per l'esercizio finanziario 1923-24 in conseguenza delle prelevazioni già autorizzate in lire 8,350,261.67 rimane disponibile la somma di L. 6,649,738.33;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Dal fondo di riserva per le spese impreviste inscritto al capitolo n. 348 dello stato di previsione della spesa del Ministero delle finanze per l'esercizio finanziario 1923-24, è autorizzata una 19ª prelevazione nella somma di L. 250,000 da assegnare nello stato di previsione del Ministero della economia nazionale per l'esercizio finanziario medesimo, al capitolo di nuova istituzione n. 193-*bis*: « Contributo dello Stato nelle spese per la partecipazione alla Esposizione internazionale della cooperazione e delle istituzioni sociali che si terrà in Gand in giugno-settembre 1924 ».

Questo decreto sarà presentato al Parlamento per la sua convalidazione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 9 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 6 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, *foglio* 43. — GRANATA.

REGIO DECRETO 21 ottobre 1923, n. 2576.

Estensione agli oli lubrificanti e agli oli minerali combustibili importati nella Somalia Italiana, delle disposizioni del Regio decreto 20 ottobre 1921, n. 1518.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 5 aprile 1908, n. 161;

Visto il R. decreto 12 agosto 1911, n. 1030;

Visto il R. decreto 20 ottobre 1921, n. 1518;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le colonie;

Sentito il Consiglio superiore coloniale;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Le disposizioni del R. decreto 20 ottobre 1921, n. 1518, vengono estese, in quanto applicabili, anche agli oli lubrificanti e agli oli minerali combustibili importati nella Somalia Italiana e destinati alle industrie agricole e manifatturiere della Colonia.

Art. 2.

Con regolamento, da emanarsi dal Governatore, saranno stabilite tutte le norme occorrenti per l'applicazione del presente decreto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 21 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, *foglio* 52. — GRANATA.

REGIO DECRETO 2 dicembre 1923, n. 2579.

Norme per il funzionamento del Consiglio superiore dell'economia nazionale.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Veduto il R. decreto 6 settembre 1923, n. 2125, con cui si provvede alla ripartizione dei servizi del Ministero dell'economia nazionale e si costituisce il Consiglio superiore dell'economia nazionale;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la economia nazionale di concerto col Ministro per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio superiore dell'economia nazionale istituito a norma degli articoli 22-25 del R. decreto 6 settembre 1923, n. 2125, è composto di n. 45 membri nominati con decreto Reale su proposta del Ministro per l'economia nazionale, sentiti, ove occorra, i corpi tecnici, le associazioni, organizzazioni o gli Enti interessati alle materie di competenza del Consiglio predetto.

Ne fanno parte di diritto i capi di servizio del Ministero dell'economia nazionale.

La ripartizione dei membri del Consiglio superiore nelle tre sezioni previste all'art. 23 del R. decreto 6 settembre 1923, n. 2125, sarà fatta con decreto del Ministro per l'economia nazionale.

Quando il Consiglio superiore debba occuparsi di argomenti interessanti altra Amministrazione dello Stato, questa sarà invitata a designare un suo rappresentante, il quale parteciperà ai lavori del Consiglio con voto deliberativo.

Art. 2.

Il Consiglio superiore dell'economia nazionale è presieduto dal Ministro per l'economia nazionale, o, in sua vece, dal Sottosegretario di Stato.

Con decreto Reale, su proposta del Ministro per la economia nazionale, saranno nominati tre vice-presidenti del Consiglio superiore i quali assumeranno la presidenza delle Sezioni per ciascuno di essi indicati.

Qualora il Ministro o il Sottosegretario di Stato intervengano alle sedute delle singole Sezioni ne assumono la presidenza.

Art. 3.

I membri del Consiglio superiore dell'economia nazionale durano in carica quattro anni e possono essere riconfermati.

Le adunanze sono indette dal Ministro per l'economia nazionale e sono valide quando intervenga almeno la metà dei componenti del consesso convocato.

I membri che senza giustificato motivo non intervengano a quattro sedute sono considerati dimissionari e saranno sostituiti con le norme di cui all'art. 1 del presente decreto.

Coloro che siano nominati in sostituzione di membri defunti o dimissionari o che comunque abbiano cessato dall'ufficio prima della scadenza del quadriennio stabilito per la rinnovazione periodica del Consiglio, durano in carica il tempo in cui vi sarebbero rimasti i membri ai quali sono sostituiti.

Art. 4.

E' in facoltà del Ministro per l'economia nazionale di chiamare temporaneamente a far parte del Consiglio superiore o di due sezioni esperti nelle particolari materie da trattare.

Tali esperti hanno voto consultivo e non sono computati agli effetti della validità delle sedute a norma dell'art. 3, del presente decreto.

Art. 5.

Il Consiglio superiore dell'economia nadionale in adunanza plenaria ha il compito di dare parere e fare proposte intorno alle questioni generali attinenti ai problemi dell'economia nazionale che siano presentate all'esame del Consiglio stesso per determinazione del Ministro per l'economia nazionale.

Art. 6.

Quando siano in discussione questioni che interessano la competenza di due sezioni il parere è emesso collegialmente dalle due sezioni medesime riunite in unica assemblea sotto la presidenza del Ministro o del Sottosegretario o del presidente di sezione che sarà designato dal Ministro.

Art. 7.

La sezione I, agricoltura e foreste, ha il compito di dare parere e fare proposte su quanto attiene ai problemi generali che toccano i servizi di competenza della Direzione generale dell'agricoltura, della Direzione generale delle foreste e demani, dell'Ispettorato generale del bonificamento e del Credito agrario.

Essa è composta di 15 membri nominati con le modalità di cui all'art. 2 del presente decreto.

Art. 8.

La sezione II, industria, ha il compito di dare parere e fare proposte per quanto attiene ai problemi generali che toccano i servizi di competenza dell'Ispettorato generale delle miniere e dei combustibili nazionali e dell'Ispettorato generale dell'industria.

Essa è composta di n. 15 membri nominati con le modalità di cui all'art. 2 del presente decreto.

Art. 9.

La sezione III, commercio, credito ed assicurazioni, ha il compito di dare parere e fare proposte per quanto attiene ai problemi generali che toccano i servizi di competenza della Direzione generale del commercio e politica economica, e dell'Ispettorato generale del credito e delle assicurazioni private.

Essa è composta di n. 15 membri nominati con le modalità di cui all'art. 2 del presente decreto.

Art. 10.

A norma dell'art. 23 del R. decreto 6 settembre 1923, n. 2125, i problemi di competenza della Direzione generale del lavoro e della previdenza sociale saranno sottoposti all'una o all'altra delle sezioni del Consiglio superiore a seconda del ramo di attività economica cui essi principalmente si riferiscono, o al Consiglio superiore in adunanza plenaria.

Art. 11.

La direzione dei servizi occorrenti per il funzionamento del Consiglio superiore è affidata ad un segretario generale che sarà nominato con decreto del Ministro per l'economia nazionale fra i funzionari superiori del Ministero, e sarà coadiuvato per ciascuna sezione da un funzionario designato dal Ministro.

Il segretario generale assiste e prende parte con voto consultivo alle sedute del Consiglio superiore ed all'adunanza plenaria e a quella delle singole sezioni.

Art. 12.

Ai membri del Consiglio superiore che dimorino fuori Roma è rimborsato il viaggio in prima classe ed è attribuita una diaria pari a quella stabilita per i funzionari di grado 4°.

A tutti i membri è corrisposto per ogni seduta del Consiglio superiore o di due sezioni un gettone di presenza di L. 50, con un massimo di 1000 per anno.

Il presente decreto sarà registrato dalla Corte dei conti.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 dicembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

CORBINO — DE' STEFANI.

Visto, *Il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, foglio 55. — GRANATA.

REGIO DECRETO 21 ottobre 1923, n. 2589.
Provvedimenti a favore degli agenti, ex combattenti, delle ferrovie dello Stato.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il capo IV del R. decreto 30 settembre 1922, n. 1290;
Visto il R. decreto 2 settembre 1919, n. 1631;
Visto il R. decreto 18 dicembre 1922, n. 1637;
In virtù della delegazione dei poteri conferita al Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;
Udito il Commissario straordinario per le ferrovie dello Stato;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per i lavori pubblici di concerto con quello per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Per gli agenti di qualunque grado delle ferrovie dello Stato chiamati o richiamati alle armi durante la guerra 1915-18 saranno considerati quale titolo di merito negli avanzamenti

l'aver prestato come militari servizio con buona condotta in zona di operazioni, le decorazioni al valore conseguite, le promozioni per merito di guerra, nonchè in genere tutte le benemerenze acquisite durante il servizio militare, e sarà valutata la qualità e la durata del servizio stesso, tenendo presenti le note informative compilate dall'autorità militare.

Art. 2.

Agli effetti dell'applicazione del presente decreto verrà considerata come zona d'operazioni quella definita tale agli effetti bellici, escluse le fortezze in genere; eccezionalmente sarà considerata come zona d'operazioni agli effetti bellici; la piazza di Venezia dopo il 1° novembre 1917 e fino alla data dell'armistizio purchè si tratti di servizio prestato in riparti mobilitati costituenti il presidio attivo di guerra e di difesa del Regio esercito.

Per gli agenti che abbiano prestato servizio in qualità di militari durante la guerra 1915-18 alla dipendenza della Regia marina operante, le destinazioni che danno titolo ai benefici del presente decreto sono quelle di cui all'art. 6 del R. decreto 27 ottobre 1922, n. 1462 colle modificazioni ad esso portate dall'art. 1 del R. decreto 18 dicembre 1922, n. 1637.

Il tempo trascorso lontano dalla zona di operazioni per ferite o malattie contratte a causa del servizio di guerra riportate o contratte in zona di operazioni si considera come trascorso nella zona stessa.

A favore dei mutilati e invalidi di guerra ascritti alle prime sei categorie, giusta la tabella annessa al decreto Luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, od alle prime due giusta l'art. 100 del testo unico di legge sulle pensioni civili e militari approvato con R. decreto 21 febbraio 1895, n. 70, sarà computato come servizio trascorso in zona d'operazioni quello decorso dalla data della mutilazione o della invalidità che determinarono l'allontanamento dalla zona medesima, alla data di armistizio.

Il tempo trascorso in prigionia, sempre agli effetti del presente decreto, si considera pure come trascorso in zona di operazioni fino alla data del rimpatrio ed in ogni caso non oltre la data di armistizio sui vari fronti, sempre quando la prigionia non sia dipendente da cause imputabili all'agente.

Art. 3.

Agli agenti di qualunque grado delle ferrovie dello Stato nominati stabili, in prova o nel ruolo aggiunto con decorrenza 3 novembre 1918 o anteriore, i quali abbiano come militari prestato servizio in zona di operazioni durante la guerra 1915-18, è concesso a partire dal 1° luglio 1922 un compenso in ragione di L. 75 annue per ogni semestre trascorso come militari con buona condotta in zona di operazioni.

Nel computo del tempo trascorso in zona di operazioni, la frazione di semestre superiore a tre mesi è considerata come semestre compiuto: altrimenti si trascura.

Detto compenso è da corrispondersi a rate mensili in quanto sia corrisposto lo stipendio e va ridotto nella stessa proporzione in cui sia ridotto lo stipendio nei casi previsti dalle vigenti disposizioni regolamentari; esso inoltre è considerato come parte integrante dello stipendio agli effetti della pensione e della iscrizione all'Opera di previdenza istituita colla legge 19 giugno 1913, n. 641.

Art. 4.

Agli agenti contemplati nel precedente articolo 3 ed indipendentemente dai benefici di cui all'articolo stesso, è corrisposto ancora, per le benemerenze acquisite durante la guerra 1915-18, a partire dal 1° luglio 1922, un compenso annuo con le stesse norme di cui al ripetuto articolo 3, in ragione:

a) di L. 200 per i decorati della croce di guerra;

b) di L. 300 per i decorati con medaglia di bronzo al valore militare o per i mutilati ed invalidi di guerra ascritti alle ultime quattro categorie, giusta la tabella annessa al decreto Luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, e dalla terza categoria giusta l'artciolo 101 del testo unico di legge sulle pensioni civili e militari approvato con R. decreto 21 febbraio 1895, n. 70: agli effetti del presente comma è equiparata alla medaglia di bronzo al valore militare la promozione per merito di guerra ad un grado inferiore a quello di aiutante di battaglia;

c) di L. 400 per i decorati con medaglia d'argento al valore militare e per i mutilati ed invalidi di guerra ascritti alle prime sei categorie, giusta la tabella annessa al decreto Luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, od alle prime due giusta l'art. 100 del testo unico di legge sulle pensioni civili e militari approvato con R. decreto 21 febbraio 1895, n. 70: agli effetti del presente comma è equiparata alla medaglia d'argento al valor militare la promozione per merito di guerra ad aiutante di battaglia o nei gradi di ufficiale;

d) di L. 500 per i decorati con medaglia d'oro al valore militare.

I benefici di cui al presente articolo non sono cumulabili, ma verrà concesso solo il beneficio previsto da quel comma che risulta più favorevole all'agente.

Art. 5.

Agli agenti di qualunque grado delle ferrovie dello Stato nominati stabili, in prova o nel ruolo aggiunto, con decorrenza posteriore al 3 novembre 1918, ma anteriore alla data del presente decreto, in considerazione delle benemerenze acquisite durante la guerra 1915-18, è concesso a partire dal 1° luglio 1922, o dalla data della loro nomina nel personale stabile, in prova o del ruolo aggiunto, se posteriore, un compenso di L. 50 annue per ogni semestre trascorso come militare con buona condotta in zona d'operazioni, da corrispondersi con le norme di cui al precedente articolo 3.

Agli agenti sopradetti sono egualmente concessi i benefici di cui al comma *a*), *b*), *c*) e *d*) del precedente articolo 4, colle norme in esso stabilite.

Il presente articolo è applicabile anche agli agenti che saranno nominati stabili, in prova o nel ruolo aggiunto con decorrenza posteriore alla data del presente decreto, purchè però essi si trovassero in servizio dell'Amministrazione al 1° luglio 1922 e non sia intervenuta interruzione di servizio tra questa ultima data e la data della loro nomina nel personale stabile, in prova o nel ruolo aggiunto; per essi la decorrenza del compenso non potrà essere anteriore alla data di decorrenza di tale nomina.

Art. 6.

I benefici di cui ai precedneti articoli 3, 4 e 5 saranno concessi in base ai documenti che gli interessati esibiranno alla Amministrazione ferroviaria, la quale avrà facoltà di richiedere all'Amministrazione militare le necessarie informazioni: questa ultima dovrà anche, se interpellata, pronunciarsi sul valore probatorio dei documenti anzidetti.

Art. 7.

Per gli agenti riusciti idonei in concorsi, esami, ed esperimenti indetti dall'Amministrazione delle ferrovie dello Stato, che non poterono ottemperare all'ordine di assumere servizio perchè richiamati alle armi per la guerra 1915-18, e

furono assunti al loro ritorno dalle armi, la decorrenza della nomina in prova sarà considerata, ai soli effetti del collocamento nel ruolo di anzianità, come avvenuta alla data stessa in cui avrebbe dovuto aver luogo senza il richiamo.

Art. 8.

L'età massima stabilita dalle vigenti disposizioni per l'ammissione in servizio di ruolo con o senza concorso, è elevata di 5 anni per coloro che abbiano prestato servizio militare durante la guerra.

Art. 9.

Nella revisione prevista dall'articolo 6 del R. decreto del 28 gennaio 1923, n. 153, delle disposizioni emanate dopo il 24 maggio 1915, saranno tenute ferme le disposizioni contenute nell'articolo 5 del R. decreto 2 settembre 1919, n. 1631.

Art. 10.

Agli agenti di qualunque grado delle ferrovie dello Stato, stabili, in prova o del ruolo aggiunto, alla data del presente decreto, e che durante la guerra 1915-18 abbiano prestato servizio per almeno sei mesi come militari con buona condotta in zona d'operazioni, o che comunque si trovino in una delle condizioni previste dai precedenti articoli 3, 4 e 5, i quali alla data del presente decreto erano provvisti del titolo di studio prescritto, potranno entro il 1° giugno 1924 chiedere il passaggio al grado per accedere al quale in base ai regolamenti vigenti per il personale delle ferrovie dello Stato occorre il titolo di studio predetto.

Gli agenti del grado 12° o inferiori, nonchè quelli del grado 11° non rivestiti della qualifica di aiutante applicato o di commesso, che si trovano nelle condizioni di cui al precedente comma, i quali conseguirono durante la guerra il grado di ufficiale, potranno, anche se sprovvisti del titolo di studio, essere nominati ai posti vacanti di aiutante applicato o di commesso (delle stazioni o dei magazzini).

Dopo il collocamento del personale di cui ai due comma precedenti e non oltre i tre anni dalla data del presente decreto, gli agenti dei gradi indicati al precedente comma, che si trovano nelle condizioni di cui al primo comma del presente articolo, i quali conseguirono durante la guerraa 1915-1918 il grado di sottufficiale potranno, anche se sprovvisti del titolo di studio, chiedere di far passaggio ai posti di aiutante applicato o di commesso (delle stazioni o dei magazzini).

Nell'applicazone del presente articolo saranno fatti salvi i diritti concessi dalle leggi vigenti ai sottufficiali dell'Esercito, della Marina o degli altri corpi militarmente organizzati al servizio dello Stato, nonchè quelli dei mutilati ed invalidi di guerra.

Art. 11.

Sono esclusi dai benefici concessi dai precedenti articoli gli agenti i quali durante il servizio prestato presso l'Esercito o la Marina operante nel periodo dal 24 maggio 1915 alla data dell'armistizio sui vari fronti, abbiano riportato condanne, anche se per esse sia successivamente intervenuta amnistia o indulto, o commutazione di pena, per delitti commessi nel periodo stesso.

L'esclusione di cui al precedente comma non ha luogo se trattisi di contravvenzione, oppure di condanne inflitte o per duello o per reati commessi per negligenza o imperizia o per motivi — esclusi quelli di lucro — che la legge penale aquipara a negligenza o imperizia; o se trattisi, infine, di condanne per le quali sia intervenuta riabilitazione o reintegrazione nel grado.

Art. 12.

Dai benefici concessi dai precedenti articoli sono esclusi gli agenti i quali durante il servizio prestato presso l'Esercito o a Marina operante nel periodo dal 24 maggio 1915 alla data di armistizio sui vari fronti, siano incorsi in uno dei provvedimenti contemplati nella legge sullo stato giuridico degli ufficiali e dei sottufficiali a seguito di deferimento a Consiglio od a Commissioni di disciplina o che comunque siano stati sospesi dall'impiego se ufficiali o dispensati dal servizio se sottufficiali, sempre quando non sia intervenuta reintegrazione nel grado o nella anzianità o non abbiano beneficiato dell'amnistia disciplinare concessa col R. decreto 3 novembre 1920, n. 1514.

Art. 13.

L'applicazione del presente decreto è devoluta al Commissario straordinario per le ferrovie, il quale emanerà le norme ed istruzioni occorrenti.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 21 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CARNAZZA — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, *foglio* 56. — GRANATA.

REGIO DECRETO 31 ottobre 1923, n. 2549.

Modificazione al R. decreto 18 gennaio 1923, n. 53, per quanto riguarda la circoscrizione territoriale dei comuni di Muggia, Capodistria, San Dorligo della Valle ed Erpelle-Cosina.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

In virtù della delegazione di poteri conferita al Governo dalla legge 3 dicembre 1922, n. 1601;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

L'art. 3 del R. decreto 18 gennaio 1923, n. 53, ed il decreto Ministeriale 16 giugno 1923, (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 25 giugno 1923, n. 148), sono sostituiti dalla seguente disposizione:

I comuni di Muggia e di San Dorligo della Valle (Dolina) sono aggregati alla provincia di Trieste (primo circondario) ad eccezione:

1° Delle parti delle frazioni (Comuni censuari) di Scoffie e di Valle Oltra, delimitate nell'allegato I al presente decreto, che sono staccate dal comune di Muggia ed aggregate a quello di Capodistria;

2° Delle frazioni (Comuni censuari) di Ospo e Gabrovizza, che vengono staccate dal comune di San Dorligo della Valle (Dolina) ed aggregate a quello di Decani;

3° Della frazione (Comune censuario) di San Servolo, che è staccata dal comune di San Dorligo della Valle (Dolina) ed aggregata al nuovo comune di Erpelle-Cosina.

Vengono staccate dal comune di Occisla-San Pietro ed aggregate al comune di San Dorligo della Valle (Dolina) la frazione (Comune censuario) di Grozzana e la parte del territorio della frazione di Draga, delimitata nell'allegato II al presente decreto.

E' costituito il nuovo comune di Erpelle-Cosina, con sede in Cosina e con i confini stabiliti nell'allegato III al presente decreto; esso fa parte del circondario di Capodistria ed è formato dalla frazione (Comune censuario) di Erpelle (comune di Matteria), da una parte del territorio della località Cosina (comune di Roditti), dalle frazioni (Comuni censuari) di Occisla, Poggio, Piedimonte, Cernotich, San Servolo, e dai territori staccati dalla frazione (Comune censuario) di Draga.

Gli allegati al presente decreto saranno vidimati d'ordine Nostro dal Ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro n. 219, *foglio* 25. — GRANATA.

ALLEGATO I.

Confine tra i comuni di Muggia (Trieste) e di Capodistria (Pola) nel territorio delle frazioni di Scoffle (Albaro Vescovà) e di Valle Oltra.

Dal ponte del Risano il confine corre lungo la strada regionale p. c. 673-1 sino all'incrocio con la strada provinciale p. c. 255, segue detta strada sino all'incrocio con quella comunale p. c. 183-3, e poi quest'ultima sino al limite tra la p. c. 155-8 e 155-1; da qui al torrente che segna il limite tra i comuni censuari di Scoffle (Albaro Vescovà) e Valle Oltra il confine va in direzione est-ovest, lasciando le p. c. 155-8, 152-30, 152-28, 152-29 e 153-5, 153-6, 152-24, 152-3, 152-26, 152-19, 128-6, 128-5, 137-2, 137-1, 137-10, 137-9, 137-3, 137-12, 137-11 e 138 al comune di Muggia e le p. c. 155-1, 155-9, 128-1, 128-4, 128-3, 136 e 130-1 a quello di Capodistria; corre lungo il detto torrente fino all'incrocio con la strada campestre p. c. 1396 di Valle Oltra, che segue fino al confine tra le p. c. 1406-1, 1399, indi raggiunge la strada Santa Caterina p. c. 2142, lasciando le p. c. 1399, 1398, 1405-4, 1405-2, 1405-1, 1403-4, 1403-3 e 1343 al territorio di Muggia e le p. c. 1406-1 e 1407-1 al territorio di Capodistria; prosegue lungo detta strada in direzione nord sino al limite fra le p. c. 1329-2 e 1331; da qui al torrente Salvadego, che segna il limite fra i comuni censuari di Valle Oltra e Monti, corre in modo da lasciare le p. c. 1329-2, 1330, 1324-1, 1326-8, 1327-1, 1326-3, 1326-1 e 1326-2 al comune di Muggia e le p. c. 1331, 1324-2 e 1315 al comune di Capodistria; segue poi il confine del comune censuario di Monti fino al limite tra le p. c. 1298-4 e 1298-5, raggiunge la strada campestre di Gordia (p. c. 2137) lungo una linea che lascia le p. c. 1298-4, 1301, 1299-2, 1299-1, 1300, 1302-5, 1302-4, 1293-1. 1293-2 e 1293-3 al comune di Muggia e le p. c. 1298-5, 1298-6 e 1294 al comune di Capodistria; arriva quindi al torrente p. c. 2169, in modo da lasciare le p. c. 1265-1, 1260-2 a Muggia e la p. c. 1295 a Capodistria, scende lungo il corso del torrente sino al limite tra le p. c. 1895-1 e 1895-3; raggiunge la strada di Cavriolla (p. c. 2188) lasciando le p. c. 1895-1, 1895-2, 1248-2, 1247-8, 1247-12, 1899-1, 1902-1, 1897, 1896-2, 1896-1 e 1905-2 al comune di Muggia e le p. c. 1895-3, 1582, 1892-1, 1892-2, 1866-6 a Capodistria; segue detta strada (p. c. 2188) sino al limite tra le p. c. 1877 e 1864-2; abbandona quest'ultimo per raggiungere il torrente p. c. 2171-1, lasciando le p. c. 1877, 1868, 1863, 1861, 1870 al comune di Muggia e le p. c. 1864-2, 1862, 1017-1 e 1860 al comune di Capodistria; scende lungo il corso di detto torrente fino a incontrare la strada dei Millochi p. c. 2153 e 2178 seguendola sino alla strada dei Gavardi p. c. 2179 in località Punta Grossa; risale quest'ultima strada in direzione nord sino al confine tra le p. c. 1748 e 1747-8, e raggiunge il mare lungo una linea che lascia le p. c. 1748, 1749-1, p. c. edifici 55 (case Gavardi), p. c. 1747-1, 1744-1, 1753 e 1742 al comune di Muggia e le particelle opposte al comune di Capodistria.

(Nell'originale è riportato uno schizzo planimetrico del territorio suindicato).

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro dell'interno
Presidente del Consiglio dei ministri:
MUSSOLINI.

ALLEGATO II.

Confine che divide la frazione (Comune censuario) di Draga fra il comune di San Dorligo della Valle (Trieste) e quello di Erpelle-Cosina (Pola).

La linea di confine parte dal torrente Rosandra, e precisamente dal punto di sbocco del canalone segnato dalla part. cat. n. 1596, segue il fondo di quest'ultimo per tutta la sua lunghezza, lasciandolo nel territorio del comune di San Dorligo della Valle, attraversa la linea ferroviaria Erpelle-Trieste per proseguire lungo la linea divisoria fra le part. cat. 1309-24, 1309-28, 1309-7, 1347, 2090, 1319-1, 1318-2, 1312, 1369-1, a sinistra e le part. cat. 1369-4, 1308, 1309, 1311, 1302, a destra fino a raggiungere la strada nazionale (erariale) Trieste-Fiume; attraversa quest'ultima e la costeggia in direzione est fino a toccare l'antico confine provinciale. Tale tratto stradale ed il territorio situato a sud-est della linea descritta passano a far parte del comune di Erpelle-Cosina (provincia d'Istria) ed il territorio a nord-ovest della stessa al comune di San Dorligo della Valle (provincia di Trieste).

(Nell'originale è riportato uno schizzo planimetrico del territorio suindicato).

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro dell'interno
Presidente del Consiglio dei ministri:
MUSSOLINI.

ALLEGATO III.

Delimitazione del comune di Erpelle-Cosina.

Il territorio della località di Cosina da staccare dal comune di Roditti (provincia di Trieste) è determinato da una linea di confine che, partendo dal monte Polanscek (quota 688) sull'antico confine provinciale (tra Istria e Gorizia), raggiunge in linea retta l'angolo nord formato dal limite divisorio fra la part. cat. 1102-4 e la part. cat. 1102-12 e segue quindi in direzione sud-est attraversando la strada erariale Cosina-Divaccia e la linea ferroviaria, il limite settentrionale delle part. cat. 1102-12, 1102-24 e 1102-11, raggiungendo l'antico confine provinciale nel punto di intersezione di questo col limite tra le frazioni di Erpelle e Bresovizza (comune di Matteria). Il territorio situato ad ovest della linea suddescritta ed incluso tra questa e l'antico confine provinciale passa a far parte del comune di Erpelle-Cosina (provincia d'Istria).

Dal monte Polanscek il limite del comune di Erpelle-Cosina segue il percorso suindicato fino a raggiungere il limite verso est del comune censuario di Erpelle, col quale poi si confonde proseguendo fino al suo incrocio col limite del cessato comune di Occisla-San Pietro, che segue senza modificazioni nel suo giro interno ai comuni censuari di Poggio, Piedimonte e Cernotich, quindi passa sul limite verso ovest del comune censuario di San Servolo, incorporando questa unità, ritocca quindi il limite del cessato comune di Occisla-San Pietro, che abbandona per escludere il comune censuario di Draga fino al punto di sbocco del canalone nella Rosandra, sul quale viene fatta passare la linea divisoria di cui al precedente allegato, segue la stessa per il tratto descritto fino a toccare l'antico confine provinciale (tra Istria e Gorizia), risale infine quest'ultimo per riattaccarsi sul vertice del monte Polanscek al punto di partenza e chiudere così il territorio circoscritto.

(Nell'originale è riportato uno schizzo planimetrico del territorio suindicato).

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro dell'interno
Presidente del Consiglio dei ministri:
MUSSOLINI.

REGIO DECRETO 10 dicembre 1923, n. 2584.
Chiusura della sessione legislativa del Senato del Regno e della Camera dei deputati.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 9 dello Statuto fondamentale del Regno;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Presidente del Consiglio, Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno;
Abbiamo decretato e decretiamo:

L'attuale sessione legislativa del Senato del Regno e della Camera dei deputati è chiusa.
Con altro Nostro decreto sarà stabilito il giorno della riconvocazione del Parlamento.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 dicembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — OVIGLIO — DIAZ — DI REVEL — FEDERZONI — DE' STEFANI — GENTILE — CARNAZZA — CORBINO — COLONNA DI CESARÒ.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 *dicembre* 1923.
Atti del Governo, registro 219, *foglio* 60. — GRANATA.

REGIO DECRETO 31 ottobre 1923, n. 2498.
Erezione in Ente morale dell'asilo infantile « Dina Poletti Baldarini », in Temù.

N. 2498. R. decreto 31 ottobre 1923, col quale, su proposta del Ministro per l'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, l'asilo infantile « Dina Poletti Baldarini » di Temù, viene eretto in Ente morale con amministrazione autonoma ed approvato lo statuto organico relativo.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *novembre* 1923.

REGIO DECRETO 31 ottobre 1923, n. 2499.
Erezione in Ente morale dell'asilio infantile « Giovanni Cena », in Caccuri.

N. 2499. R. decreto 31 ottobre 1923, col quale, su proposta del Ministro per l'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, l'asilo infantile « Giovanni Cena » di Caccuri, viene eretto in Ente morale, con amministrazione autonoma ed approvato lo statuto organico relativo.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *novembre* 1923.

REGIO DECRETO 31 ottobre 1923, n. 2500.
Erezione in Ente morale dell'istituto di San Gregorio, in Roma.

N. 2500. R. decreto 31 ottobre 1923, col quale, su proposta del Ministro per l'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, l'istituto di S. Gregorio in Roma, viene eretto in Ente morale, con amministrazione autonoma ed approvato lo statuto organico relativo.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *novembre* 1923.

RELAZIONE e REGIO DECRETO 11 novembre 1923.
Scioglimento del Consiglio comunale di Anzio, in provincia di Roma.

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, a S. M. il Re, in udienza dell'11 novembre 1923, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Anzio, in provincia di Roma.

MAESTA,

Contro l'amministrazione comunale di Anzio, sorta dalle elezioni generali dell'ottobre 1920, si sono da qualche tempo mosse accuse di abusi e di irregolarità che determinarono l'esecuzione di una inchiesta, i cui risultati hanno dimostrato l'anormale funzionamento di quella civica azienda.

Particolarmente gravi sono stati gli accertamenti relativi all'esecuzione di pubblici lavori, spesso ordinati ed eseguiti prima che fossero adottate le necessarie deliberazioni ed il cui costo ha talora notevolmente superato l'ammontare delle previsioni di progetto; anche nell'erogazione di spese e nell'assunzione di impegni, per forniture di macchinari ed altro, sono stati seguiti procedimenti irregolari, per i quali sono poi concesse sanatorie con deliberazioni adottate a fatti compiuti; pure senza deliberazioni si è eseguito l'abbattimento e la vendita di piante e l'alienazione di materiali di proprietà comunale; la corresponsione di compensi non dovuti è stata mascherata con note di lavori non eseguiti o eseguiti solo per ammontare notevolmente inferiore.

E' stata inoltre rilevata la scarsa vigilanza delle zone di protezione dell'acqua potabile; il pessimo servizio di innaffiamento stradale; l'irregolare applicazione e riscossione della tassa per occupazione di suolo pubblico; la trascurata igiene del mattatoio, il cui custode ha commesso gravi abusi detenendovi in permanenza animali propri.

Sono stati infine accertati a carico del sindaco atti di partigianeria e gravi abusi.

L'anormale gestione della civica azienda e la gravità dei risultati dell'inchiesta, aumentando il malcontento della popolazione, hanno determinato un preoccupante fermento che minaccia la tranquillità pubblica.

Anche per ragioni di ordine pubblico oltre che per la necessità di riordinare i servizi si rende, perciò, indispensabile lo scioglimento del Consiglio comunale con la conseguente nomina di un Regio commissario.

A ciò provvede, appunto, lo schema di decreto che ho l'onore di sottoporre all'Augusta firma della Maestà Vostra.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri:

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 4 febbraio 1915, n. 148, nonchè il R. decreto 24 settembre 1923, numero 2074;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Anzio, in provincia di Roma, è sciolto.

Art. 2.

Il signor cav. uff. dott. Raffaele Vari è nominato Commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Art. 3.

Al predetto Commissario sono conferiti i poteri del Consiglio comunale, ai sensi del citato decreto 24 settembre 1923, n. 2074.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Racconigi, addì 11 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

RELAZIONE e REGIO DECRETO 25 novembre 1923.

Proroga di poteri dei Commissari straordinari dei comuni di Cleto, di Bienno, di Buccheri, di Gibellina, di Tarcento, di Nerola, di Borgomanero, di Calimera, di Manduria, di Volciano, di San Lorenzo, di Rocca Priora e di Genazzano.

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno a S. M. il Re, in udienza del 25 novembre 1923, sul decreto che proroga i poteri dei Commissari straordinari di: Cleto (Cosenza), Bienno (Brescia), Buccheri (Siracusa), Gibellina (Trapani), Tarcento (Udine), Nerola (Roma), Borgomanero (Novara), Calimera e Manduria (Lecce), Volciano (Brescia), San Lorenzo (Reggio Calabria), Rocca Priora e Genazzano (Roma).

SIRE,

Mi onoro sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà lo schema di decreto che proroga di tre mesi i poteri dei Regi commissari dei comuni di Cleto (Cosenza), Bienno (Brescia), Buccheri (Siracusa), Gibellina (Trapani), Tarcento (Udine), Nerola (Roma), Borgomanero (Novara), Calimera e Manduria (Lecce), Volciano (Brescia), San Lorenzo (Reggio Calabria), Rocca Priora e Genazzano (Roma), per dar modo agli amministratori straordinari di completare la sistemazione delle finanze comunali e dei pubblici servizi e non ravvisandosi, d'altronde, conveniente, attesa la situazione dei partiti locali, di indire subito le elezioni per la ricostituzione delle normali rappresentanze.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Veduti i Nostri precedenti decreti in data 22 e 29 luglio, 10, 13, 20 e 27 agosto 1923, con cui vennero sciolti i Consigli comunali di Cleto (Cosenza), Bienno (Brescia), Buccheri (Siracusa), Gibellina (Trapani), Tarcento (Udine), Nerola (Roma), Borgomanero (Novara), Calimera e Manduria (Lecce), Volciano (Brescia), San Lorenzo (Reggio Calabria), Rocca Priora e Genazzano (Roma).

Veduta la legge comunale e provinciale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione dei Consigli comunali di Cleto (Cosenza), Bienno (Brescia), Buccheri (Siracusa), Gibellina (Trapani), Tarcento (Udine), Nerola (Roma), Borgomanero (Novara), Calimera e Manduria (Lecce), Volciano (Brescia), San Lorenzo (Reggio Calabria), Rocca Priora e Genazzano (Roma), è prorogato di tre mesi.

Il Nostro Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 25 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

RELAZIONE e REGIO DECRETO 29 novembre 1923.

Proroga di poteri del Commissario straordinario del comune di Locana.

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, a S. M. il Re, in udienza del 29 novembre 1923, sul decreto che proroga i poteri del Commissario straordinario di Locana e conferisce i poteri del Consiglio al Regio commissario.

SIRE,

Mi onoro di sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà lo schema di decreto che proroga di tre mesi i poteri del Regio commissario del comune di Locana, per dar modo alla gestione straordinaria di completare la sistemazione della finanza comunale e dei pubblici servizi e non ravvisandosi, d'altronde, conveniente, attesa la situazione dei partiti locali, di indire subito le elezioni per la ricostituzione della normale rappresentanza.

Con lo stesso decreto vengono conferiti al Regio commissario i poteri del Consiglio comunale a sensi del R. decreto 24 settembre 1923, n. 2074.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Veduto il Nostro precedente decreto in data 10 agosto 1923, con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Locana, in provincia di Torino;

Veduta la legge comunale e provinciale, nonchè il Regio decreto 24 settembre 1923, n. 2074;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Locana è prorogato di tre mesi.

Art. 2.

Al Regio commissario sono conferiti i poteri del Consiglio comunale ai sensi del citato R. decreto 24 settembre 1923, n. 2074.

Il Nostro Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 29 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

REGIO DECRETO 11 novembre 1923.
Composizione della Commissione per l'esame dei ricorsi contro le decisioni dei Consigli di leva e delle Commissioni mobili di arruolamento.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 15 del testo unico delle leggi sul reclutamento del Regio esercito approvato con R. decreto del 24 dicembre 1911, n. 1497, che stabilisce la composizione della Commissione consultiva per l'esame dei ricorsi al Ministro per la guerra contro le decisioni dei Consigli di leva;
Visti gli articoli 7, 8 e 24 del R. decreto legislativo del 27 maggio 1923, n. 1309, che ammettono i ricorsi al Ministro per la guerra, sentita la suddetta Commissione consultiva, anche contro le decisioni delle Commissioni mobili di arruolamento, e mutano la composizione della stessa Commissione consultiva con decorrenza dalla data di apertura della leva sulla classe 1904;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari della guerra;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

La Commissione consultiva per i ricorsi al Ministro per la guerra contro le decisioni dei Consigli di leva, nominata in applicazione dell'art. 15 del testo unico delle leggi sul reclutamento del Regio esercito, approvato con R. decreto n. 1497 del 24 dicembre 1911, è disciolta.

Art. 2.

A far parte della nuova Commissione consultiva per i ricorsi al Ministro per la guerra contro le decisioni dei Consigli di leva e delle Commissioni mobili d'arruolamento, sono nominati i signori:

Presidente:

Sanna cav. Carlo, generale di corpo d'armata, presidente del Tribunale supremo di guerra e marina.

Membri:

Carruccio avv. cav. Tito, consigliere della Corte d'appello di Roma;
Avet gr. uff. conte avv. Enrico, consigliere di Stato;
Ricciardi cav. Alberto e Gesualdi cav. Luigi, tenenti colonnelli in servizio attivo permanente dell'arma di fanteria.

Il Ministro per la guerra è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà registrato alla Corte dei conti.

Dato a Racconigi, addì 11 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

A. DIAZ.

DECRETO MINISTERIALE 3 novembre 1923.
Restrizioni all'esercizio venatorio in provincia di Sondrio.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto l'art. 19 della legge 24 giugno 1923, n. 1420, recante provvedimenti per la protezione della selvaggina e l'esercizio della caccia;
Visto il precedente decreto 26 agosto 1923, col quale furono disposte delle restrizioni all'esercizio venatorio in provincia di Sondrio;
Vista la lettera del Prefetto della detta Provincia, in data 26 novembre 1923, n. 14905, div. III;

Decreta:

Articolo unico.

Nel territorio della provincia di Sondrio, e per il corrente anno venatorio, la caccia col fucile è soggetta alle seguenti limitazioni:

a) la caccia alla lepre, al gallo di montagna, al camoscio ed agli uccelletti di ogni genere, si chiude il 10 dicembre;

b) la caccia agli uccelli appartenenti alla famiglia dei corvi ed a quelli del genere tordo, nonchè la caccia ai palmipedi e trampolieri può esercitarsi fino al 31 marzo, fermo, per questi ultimi, il disposto di cui all'art. 39 del regolamento approvato con R. decreto 24 settembre 1923, n. 2448;

c) la caccia di cui alla lettera *a*) del citato articolo 19, è consentita soltanto dal 10 al 15 dicembre.

Per le specie non indicate nel presente decreto, la chiusura della caccia si effettua regolarmente al 31 dicembre.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e nel Foglio degli annunzi legali della provincia di Sondrio.

Roma, addì 3 dicembre 1923.

Il Ministro: CORBINO.

DECRETO MINISTERIALE 28 novembre 1923.
Disposizioni circa la surroga dello Stato e della Cassa postale di risparmio italiana ai depositanti delle Casse postali di risparmio austriache.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Veduti i Regi decreti-legge 9 novembre 1921, n. 1871 e 22 luglio 1923, n. 1817, contenenti disposizioni circa la surroga dello Stato e della Cassa postale di risparmio italiana ai depositanti della Cassa postale di risparmio austriaca;
Ritenuto che le modalità per la esecuzione delle citate disposizioni ed il termine utile per la presentazione dei libretti e dei documenti comprovanti il credito, dovranno essere stabiliti con mio decreto di concerto col Presidente del Consiglio e col Ministro per le poste;

Determina:

PARTE I. — DISPOSIZIONI GENERALI.

Art. 1.

Allo scopo di dar corso ai provvedimenti previsti dal Regio decreto-legge 19 novembre 1921, n. 1871, e dal R. decreto-legge 22 luglio 1923, n. 1817, relativi alla surroga dello Stato italiano ai depositanti della Cassa postale di risparmio di Vienna, la Amministrazione postale italiana è autorizzata a provvedere, nei termini e colle modalità di cui ai seguenti articoli, al ritiro dei libretti di risparmio e delle denuncie relative al servizio dei conti correnti concernenti la vecchia gestione della detta Cassa di risparmio di Vienna.

Art. 2.

Il ritiro dei libretti e la presentazione delle denuncie e dei documenti di cui al presente decreto saranno effettuati allo scopo di provvedere:

a) alla convalidazione della legittimità e dell'importo dei crediti da parte della Cassa postale di risparmio di Vienna;

b) alla ripartizione delle diverse categorie di crediti a seconda del trattamento spettante ai rispettivi creditori ai

sensi dei Regi decreti-legge 9 novembre 1921, n. 1871 e 22 luglio 1923, n. 1817, salvo le disposizioni dei trattati di pace;
c) alle operazioni di liquidazione.

Art. 3.

Agli effetti di cui alla lettera b) del precedente articolo 2 i creditori verranno distinti nelle seguenti categorie:
1° *Gruppo*. — Cittadini italiani delle vecchie Provincie, residenti nel Regno;
2° *Gruppo*. — Cittadini italiani delle nuove Provincie, residenti nel Regno, che, in forza del trattato di pace di San Germano e del trattato di Rapallo, abbiano acquistato di pieno diritto la cittadinanza italiana oppure abbiano ottenuto la cittadinanza medesima in seguito ad opzione;
3° *Gruppo*. — Cittadini italiani delle vecchie e nuove Provincie non residenti nel territorio del Regno;
4° *Gruppo*. — Cittadini di Stati esteri residenti nel territorio del Regno.

Art. 4.

La condizione della residenza agli effetti del presente decreto si ritiene soddisfatta per quei creditori (persone fisiche e giuridiche) che avevano la loro ordinaria residenza (o la sede per le persone giuridiche) nel vecchio territorio dello Stato (vecchie Provincie) o nei territori annessi (nuove Provincie) al 26 marzo 1919 e che da quella data non l'abbiano più abbandonata.

Quando sia intervenuto un cambiamento temporaneo della dimora, specialmente per effetto dello stato di guerra, l'Amministrazione preposta alle operazioni di cui in questo decreto, previo opportuno accertamento, potrà prescindere dal considerarlo come cambiamento della ordinaria residenza.

Potranno altresì essere presi in considerazione, agli effetti predetti, i creditori che abbiano assunto la loro stabile residenza nel territorio dello Stato o nei territori annessi dopo la data indicata, sempreché siano cittadini italiani, e risultino rimpatriati per restarvi stabilmente.

Le persone giuridiche, Enti pubblici e privati, istituti di credito, società commerciali, e le imprese di ogni specie, nelle nuove Provincie, sono da prendersi in considerazione, agli effetti di cui sopra, quando l'Ente (o la rispettiva sede centrale in caso di banche, società, ecc.) risulti inscritto anteriormente all'armistizio presso un tribunale commerciale (da comprovarsi con l'estratto del registro di commercio), tale iscrizione sussista tuttora e la maggioranza degli amministratori o dei soci personalmente responsabili sia costituita da cittadini italiani appartenenti al 1° e 2° gruppo dell'articolo precedente.

PARTE II. — TRATTAMENTO DEI GRUPPI.

I GRUPPO - *Cittadini italiani delle vecchie Provincie residenti nel Regno.*

Art. 5.

Per i crediti dei cittadini italiani delle vecchie Provincie residenti nel Regno, di cui al 1° gruppo dell'art. 3, provvede l'Ufficio italiano di verifica e compensazione, ai sensi dell'art. 248 del trattato di pace di San Germano ed in base alle denuncie presentate entro il 31 marzo 1922.

Coloro i quali non abbiano fatto valere i propri diritti nei termini sopra indicati, potranno fruire del trattamento previsto per il gruppo II.

II GRUPPO - *Cittadini italiani delle nuove Provincie residenti nel Regno.*

Art. 6.

Per i cittadini delle nuove Provincie residenti nel Regno, che in forza del trattato di pace di S. Germano e del trattato di Rapallo abbiano acquistato di pieno diritto la cittadinanza italiana, oppure abbiano ottenuto la cittadinanza medesima in seguito ad opzione, lo Stato italiano e per esso l'Amministrazione delle Casse di risparmio postali del Regno, è autorizzata a surrogarsi ai singoli, di fronte allo Stato austriaco e alla Cassa postale di risparmio di Vienna, sia per quanto concerne i depositi a risparmio, sia per i crediti derivanti dal servizio dei conti correnti postali, per operazioni effettuate fino al 26 marzo 1919, come precisato negli articoli seguenti.

Nel caso di domande di opzione per la cittadinanza italiana, non ancora risolute, l'assunzione del credito non avrà effetto se non quando la domanda sarà stata definitivamente accolta.

Art. 7.

A tale effetto, i creditori per depositi di risparmi o per il servizio di assegni su conti correnti, verso la Cassa postale di risparmio di Vienna, che riterranno di aver titolo ad essere compresi nel II Gruppo, presenteranno, contro ricevuta i propri libretti e le denuncie di credito, corredate dai seguenti documenti:
a) certificato di cittadinanza italiana, rilasciato dalle competenti autorità delle nuove Provincie;
b) certificato di residenza come da apposito modulo;
c) atto di cessione, in base ad apposito modulo, con cui il creditore dichiara di cedere all'Amministrazione postale italiana il credito relativo, con gli interessi maturati, verso costituzione, a suo tempo, di un corrispondente credito presso la Cassa postale di risparmio del Regno, da calcolarsi in ragione di 60 centesimi di lira per ogni corona.

Art. 8.

Dopo compiute le necessarie formalità (accertamento di titoli, convalidazione e aggiornamento del credito, iscrizione degli interessi maturati), l'Amministrazione postale italiana farà luogo all'investimento dei relativi crediti calcolati al ragguaglio già indicato, in nuovi libretti di risparmio, i quali saranno liberi da qualsiasi altro vincolo all'infuori di quelli eventualmente preesistenti, e del vincolo di cui all'articolo 6 del R. decreto 22 luglio 1923, n. 1817, per effetto del quale i relativi crediti non potranno essere rimborsati se non dopo trascorso il sesto mese dalla data di iscrizione nei nuovi libretti. I crediti iscritti nei nuovi libretti saranno fruttiferi dei relativi interessi dal giorno della effettiva emissione del libretto secondo le vigenti prescrizioni della Cassa di risparmio postale del Regno.

III GRUPPO - *Cittadini italiani delle vecchie Provincie e delle nuove Provincie non residenti nel Regno.*

Art. 9.

I cittadini italiani delle vecchie e delle nuove Provincie residenti all'estero (eccezione fatta per quelli che risiedono nei territori già appartenenti all'antica Austria) che si trovino nelle condizioni di cui all'articolo 1 del R. decreto-legge 9 novembre 1921, n. 1871, e che non abbiano già provveduto alla denuncia dei loro crediti presso l'Ufficio italiano di verifica e compensazione, potranno pure provvedere alla denun-

cia dei loro crediti verso la Cassa postale di risparmio di Vienna, accompagnandola con i seguenti documenti:

a) certificato di cittadinanza italiana vistato dalle Regie autorità consolari;

b) certificato di residenza.

I medesimi fruiranno, in questo caso, dello stesso trattamento previsto dall'art. 8 precedente.

IV Gruppo - *Cittadini di Stati esteri.*

Art. 10.

I cittadini di Stati esteri residenti nei territori delle vecchie e delle nuove Provincie del Regno al 26 marzo 1919, e che da quell'epoca non l'abbiano più abbandonati, potranno, ove lo ritengano opportuno per i loro interessi, denunciare all'Amministrazione postale italiana i loro crediti verso la Cassa di risparmio postale di Vienna, presentando i seguenti documenti:

a) certificato di cittadinanza dello Stato a cui appartengono, vistato dalle autorità consolari del loro paese;

b) certificato di residenza come da apposito modulo.

Ai creditori di questo gruppo, che sono esclusi dalla surroga da parte dello Stato, sarà accordata a suo tempo la liquidazione al ragguaglio praticato per la valuta austro-ungarica.

Parte III. — Disposizioni finali.

Art. 11.

I versamenti effettuati per il servizio risparmio e per quello dei conti correnti verso la Cassa postale di risparmio di Vienna, che non furono alla stessa inviati per l'accreditamento sui conti, saranno accreditati all'avente diritto al ragguaglio stabilito per gli altri crediti, mediante iscrizione dell'importo così risultante in un libretto della Cassa di risparmio del Regno.

Per i mandati di pagamento della Cassa postale di risparmio rimasti insoluti potrà essere accordato l'accreditamento nelle condizioni di cui sopra, quando, in base ad analoga dichiarazione scritta dell'interessato ed eventuali opportuni accertamenti, risulterà che il credito relativo non è stato in altro modo soddisfatto.

Art. 12.

Le modalità esecutive, da parte degli uffici e degli organi interessati, saranno dettate dal Ministero delle poste e dei telegrafi, per la parte di sua competenza, sentito, quando occorra, il Ministero delle finanze.

Art. 13.

In caso di dubbio sulla legittimità delle condizioni previste dal presente decreto in ordine alla assegnazione dei singoli creditori ai diversi gruppi, sarà invocata la decisione della Prefettura competente per territorio nelle nuove Provincie sentita la locale delegazione del Tesoro.

Art. 14.

Agli effetti dell'applicazione di questo decreto si considerano valide le operazioni effettuate a tutto il 26 marzo 1919 e che siano tuttora vigenti. Sono considerati efficaci gli aumenti derivanti dagli interessi dei conti.

Art. 15.

Ogni controversia relativa all'applicazione di questo decreto, è addimandata al Ministro per le finanze, che giudicherà, senza possibilità di gravame nè amministrativo, nè giudiziario, ai termini dei decreti-legge 9 novembre 1921, n. 1871, e 22 luglio 1923, n. 1817.

Art. 16.

Le operazioni di ritiro dei libretti e delle denuncie di cui al presente decreto si inizieranno il 1° gennaio 1924, ed avranno termine irrevocabilmente al 15 febbraio 1924.

Tale periodo di tempo è raddoppiato per i possessori di libretti residenti all'estero.

Roma, addì 28 novembre 1923.

Il Presidente del Consiglio dei Ministri:
Mussolini.

Il Ministro per le poste e i telegrafi:
Colonna Di Cesarò.

Il Ministro per le finanze:
De' Stefani.

DECRETO MINISTERIALE 6 dicembre 1923.

Disposizioni transitorie per le nuove Provincie in materia di cittadinanza italiana.

IL MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
PER GLI AFFARI DELL'INTERNO
PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Veduto l'art. 3 del R. decreto 7 giugno 1923, n. 1245, che dà facoltà al Ministero dell'interno, fino a quando non sia stato attuato nelle nuove Provincie annesse l'ordinamento dello stato civile, di emanare disposizioni in via transitoria relativamente alle autorità presso le quali si devono compiere gli atti che, giusta la legge 13 giugno 1912, n. 555, sulla cittadinanza ed il relativo regolamento approvato col R. decreto 2 agosto 1912, n. 949, devono compiersi avanti l'ufficiale dello stato civile;

Veduto il R. decreto 24 settembre 1923, n. 2013, relativo all'estensione alle nuove Provincie delle disposizioni sull'ordinamento dello stato civile;

Decreta:

Art. 1.

Fino a quando non sarà stato attuato nei territori annessi al Regno con le leggi 26 settembre 1920, n. 1322 e 19 dicembre 1920, n. 1778, l'ordinamento sullo stato civile, tutti gli atti, che giusta la legge sulla cittadinanza del 13 giugno 1912, n. 555, ed il relativo regolamento approvato con R. decreto 2 agosto 1912, n. 949, avrebbero dovuto o dovrebbero compiersi avanti all'ufficiale dello stato civile, saranno nei detti territori compiuti avanti al sindaco del Comune in cui risiedono gli interessati, e inseriti o trascritti in ordine cronologico in apposito registro.

Art. 2.

Appena entrato in vigore l'ordinamento dello stato civile, i sindaci trasmetteranno tutti gli atti ed il registro di cui all'articolo precedente all'ufficiale dello stato civile per i provvedimenti di competenza di quest'ultimo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 6 dicembre 1923.

p. *Il Ministro:* Finzi.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Servizio della proprietà intellettuale

ELENCO n. 13 delle opere riservate ai termini dell'art. 14 della legge sui diritti d'autore, registrate in questo Ministero durante la 1ª quindicina di luglio 1921.

Numero d'iscrizione nel registro speciale	Numero d'iscrizione nel registro generale	NOME dell'autore	TITOLO DELL'OPERA	NOME di chi ha presentato la dichiarazione	DATA della pubblicazione o prima rappresentazione dell'opera
			I. — Opere drammatico-musicali. (Comprese le riduzioni complete).		
			. . . .		
			II. — Opere drammatiche. (Compresi i libretti d'opera).		
18605	75253	Andreieff L. (Staffetti Carlo e Gurevich B.)	« Quello che riceve gli schiaffi ». - Dramma in quattro atti. — Traduzione italiana di Carlo Staffetti e Gurevich B., dal russo	Staffetti Carlo e Gurevich B.	Inedito — Mai rappresentato.
18610	75326	Drovetti Giovanni	« Ferfoi ». - Commedia in tre atti	Gori Gustavo, editore	Id. id.
18607	75322	Földes Emmerico (Nessi Angelo)	« Gli Albatri d'Argento ». - Operetta in tre atti per la musica di Akos de Buttykay. — Libretto. — Riduzione in italiano di Angelo Nessi	Sonzogno (Casa musicale editrice)	Aprile 1921. — L'operetta non fu ancora rappresentata.
18606	75306	Fontana Ferdinando	« Saudha ». - Tragedia indiana in un atto per la musica di Felice Lattuada. — Libretto	Detta	Aprile 1921.
18604	75238	Forzano G. e Liberati	« Il Principe di Terra Gialla ». - Operetta in tre atti per la musica di Emilio Rocchi. — Libretto	Sonzogno (Casa musicale - Società anonima)	Inedita. — Mai rappresentata.
			III. — Composizioni musicali diverse. (Comprese le parziali riduzioni d'opera, trascrizioni, ecc., di opere drammatico-musicali).		
18611	75340	Sabino Vincenzo	« Vola ». - Canzone	Sabino Vincenzo	Inedita. — Mai eseguita.
			IV. — Opere cinematografiche. (Films).		
18609	75325	Ambrosio, in Torino, Frusta Arrigo	« Il palazzo dei sogni ». - Opera cinematografica su pellicola dichiarata lunga metri 1207. — Presentati, pel visto, 201 fotogramma col sunto inedito dell'azione di Frusta Arrigo	Ambrosio (Società anonima)	Inedita, — Mai proiettata.
			V. — Opere coreografiche o mimiche (Con o senza musica).		
18608	75324	Albani Maria	« Syytri ». - Mimodramma in quattro atti ed epilogo	Albani Maria	Inedito. — Mai rappresentato.

Roma, novembre 1923.

Il direttore: DE SANCTIS.

MINISTERO DELLE FINANZE

Direzione generale del Debito pubblico

Perdita di certificati.

1ª Pubblicazione.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 17 luglio 1910, n. 536 e 75 del Regolamento generale approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298.

Si notifica che ai termini dell'art. 73 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sottodesignate rendite e fatta domanda a questa Amministrazione affinchè previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi. Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso sulla *Gazzetta Ufficiale* si rilasceranno i nuovi certificati qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

CATEGORIA del debito	NUMERO delle iscrizioni	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
Cons. 5 %	39312	Mira Nena, minore, sotto la tutela legale della madre Del Vecchio Anna fu Emilio, nubile, domiciata a Napoli, vincolata L.	500 —
»	54355	Intestata come la precedente, vincolata »	2085 —
»	311658	Collegio di Maria di Cefalù (Palermo) »	45 —
»	215184	Barbone Giovanni di Michele, domiciliato a Noicattaro (Bari) »	250 —
P. N. 5 %	23569	Mastrolonardo Alfredo di Pietro, domiciliato a New Jork »	140 —
3.50 %	759000	Mastrolonardo Alfredo di Pietro, domiciliato a Filadelfia, S. U. di America »	311.50
»	731757	Larghero Pietro fu Nicolò, domiciliato a Firenze, vincolata »	14 —
»	791498	Intestata come la precedente, domiciliato a Sampierdarena (Genova), vincolata »	35 —
Cons. 5 %	146397	Intestata come la precedente, domiciliato in Savona (Genova), vincolata »	50 —
»	208725	Intestata come la precedente, domiciliato in Sampierdarena (Genova, vincolata »	170 —
»	302137	Intestata come la precedente, domiciliato in Genova, vincolata »	50 —
»	23857	Trapani Pasquale fu Pasquale, domiciliato a Milano »	20 —
3.50 %	314877	Bertolè Sabina-Valentina di Leopoldo, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliata a Torino »	21 —
»	318659	Bertolè Sabina-Valentina di Leopoldo, nubile, domiciliata a Bibiana (Torino) »	3.50
Cons. 5 % vecchio	1365494 Solo certificato di nuda proprietà	Per la proprietà: Pugliese Alberto di Michele, minorenne, sotto la patria podestà del padre, domiciliato a Milano » Per l'usufrutto: Pugliese Michele fu Abramo, domiciliato a Milano.	20 —
»	1334260 Solo certificato di nuda proprietà	Per la proprietà: intestata come alla proprietà precedente » Per l'usufrutto: Pugliese Michele fu Abramo Jacob, domiciliato a Milano.	25 —
Cons. 5 %	99670	Schirò Renato di Salvatore, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliato in Roma »	10 —
3.50 %	350472 Solo certificato di usufrutto	Per l'usufrutto congiuntamente a: Costantino Muzio o Musso di Francesco, a Francesco Musso o Muzio fu Giuseppe ed a Muzio o Musso Antonia, vedova di Ambrogio Guenzi, tutti domiciliati in Casale (Alessandria) » Per la proprietà: Prole nascitura da legittimo matrimonio di Muzio o Musso Costantino di Francesco, celibe, rappresentata dal suo amministratore giudiziale avvocato Ettore Tornielli di Giuseppe, domiciliato in Casale (Alessandria).	70 —
»	350473 Solo certificato di usufrutto	Per l'usufrutto: Intestata come all'usufrutto precedente » Per la proprietà: intestata come alla proprietà precedente.	210 —

CATEGORIA del debito	NUMERO delle iscrizioni	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
3.50 %	236602 Solo certificato di usufrutto	Per l'usufrutto: congiuntamente a Napolitano Carmela fu Giacomo, vedova di Virgilio Roselli ed ai suoi figli Roselli Raffaele e Tommasina fu Virgilio . . . . L. Per la proprietà: Pio Monte della Misericordia in Napoli.	420 —
Cons. 5 %	268833	Dolcemascolo Calcedonio fu Onofrio, domiciliato in New Jork »	500 —
3.50 %	786506	Galgano Carmela di Giuseppe, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliata a Campo Maggiore (Potenza) . . »	875 —
»	769531	Istituto Letizia Veralli, Giulio ed Angelo Cortesi per gli inabili al lavoro in Todi (Perugia) . . . . »	2,754.50
»	696479	Mazzitelli Cristina fu Lorenzo, moglie di Oscar Serzale fu Luigi, domiciliata in Napoli, vincolata . . . . »	360.50
»	729667	Mazzitelli Cristina fu Lorenzo, moglie di Oscar Sersale fu Luigi, domiciliata in Napoli, vincolata . . . . »	21 —
»	752640	Intestata come la precedente, vincolata . . . . »	14 —
Cons. 5 %	22899 Certificato di proprietà e usufrutto	Per la proprietà: Sersale Sergio e Maria di Oscar, minori sotto la patria potestà del padre, domiciliati in Roma, e germani nascituri dai titolari stessi . . . . » Per l'usufrutto: Mazzitelli Cristina fu Lorenzo, moglie di Sersale Oscar, domiciliata in Roma.	540 —
P. N. 5 %	17814	Mazzitelli Cristina fu Lorenzo, moglie di Sersale Oscar, domiciliata in Roma, vincolata . . . . »	125 —

Roma, 30 novembre 1923. Il direttore generale: D'ARIENZO.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO.

Dazi doganali.

La media settimanale pel pagamento dei dazi di importazione da valere dal 10 al 16 dicembre 1923 è stato fissato in L. 446, rappresentanti 100 dazio nominale e 346 aggiunta cambio.

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

ISPETTORATO GENERALE DEL CREDITO E DELLE ASSICURAZIONI PRIVATE

CORSO MEDIO DEI CAMBI

del giorno 5 dicembre 1923.

	Media		Media
Parigi	124 15	Belgio	107 28
Londra	100 632	Olanda	8 775
Svizzera	402 64	Pesos oro	16 54
Spagna	301 —	Pesos carta	7 275
Berlino	—	New-York	23 104
Vienna	0 034	Oro	445 79
Praga	67 40		

Media dei consolidati negoziati a contanti.

		Con godimento in corso
CONSOLIDATI	3.50 % netto (1906)	77 85
	3.50 % » (1902)	73 —
	3.00 % lordo	48 25
	5.00 % netto	90 20

CORSO MEDIO DEI CAMBI

del giorno 6 dicembre 1923.

	Media		Media
Parigi	124 39	Belgio	107 23
Londra	100 629	Olanda	8 77
Svizzera	401 33	Pesos oro	16 55
Spagna	300 75	Pesos carta	7 28
Berlino	—	New York	22 966
Vienna	0 0335	Oro	443 13
Praga	67 50		

Media dei consolidati negoziati a contanti.

		Con godimento in corso
CONSOLIDATI	3.50 % netto (1906)	77 91
	3.50 % » (1902)	73 —
	3.00 % lordo	48 25
	5.00 % netto	90 27

MINISTERO DELLE FINANZE

Direzione generale del Debito pubblico

Perdita di certificati. **2ª Pubblicazione.**

Conformemente alle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 17 luglio 1910, n. 536 e 75 del regolamento generale approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298;
Si notifica che ai termini dell'art. 73 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sottosegnate rendite e fatta domanda a questa amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi.
Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso sulla *Gazzetta Ufficiale* si rilasceranno i nuovi certificati qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

CATEGORIA del debito	NUMERO delle iscrizioni	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
3 %	35477	Beneficio di S. Caterina vergine e martire, eretta nella Chiesa parrocchiale dei SS. Petronio e Prospero di Castelbolognese (Ravenna) . . . . L.	3 —
3.50 %	515035	Bisio Francesco fu Emilio, domiciliato a Francavilla-Bisio (Alessandria) vincolata . . . . »	7 —
»	86283	Opera o Fondazione Signoris Berzetti, di Buronzo (Vercelli), vincolata . . . . »	616 —
»	91154	Opera pia delle dotazioni, fondata in Vercelli dal marchese Emilio Signoris Berzetti o Bussetti, di Buronzo . . . . . »	175 —
»	79380	Cappellania fondata da Vacarezza Carlo nella Chiesa di S. Maria di Monticello, vincolata . . . . »	77 —
»	85367	Eredità del fu dottor Carlo Vaccarezza, in Chiavari . . . »	52.50
Consolidato 5 %	97604	Merlo Teresa fu Carmelo, moglie di Conti Francesco fu Gioacchino, dom. in Linguaglossa (Catania), vincolata . . . »	260 —
3.50 %	583816 Solo certificato di nuda proprietà	Per la proprietà: Isabella Arturo di Michele, minore, sotto la patria potestà del padre, dom. a Firenze . . . . . . » Per l'usufrutto: Isabella Michele fu Carlo.	157.50
»	793174	Tirettolo Erminia, moglie di Enrico Nappo, dom. a Ponticelli (Napoli) . . . . »	42 —
»	318138	Parroco pro-tempore della parrocchia di S. Vitale in Fuorigrotta (Napoli) . . . . »	14 —
»	563492	Parrocchia di S. Vitale in Fuorigrotta frazione del comune di Napoli, rappresentata dal parroco pro-tempore, vincolata . »	56 —
»	587653	Saja o Saya Misitano Natale fu Natale dom. in Messina . . . »	465.50
»	50491	Parrocchiale chiesa di S. Giorgio martire, di Pianura, rappresentata dal parroco pro-tempore . . . . »	42 —
»	243263	Chiesa parrocchiale di S. Giorgio martire in Pianura (Napoli) »	24.50
»	679109	Parrocchia di S. Giorgio martire in Pianura (Napoli) . . »	105 —
Consolidato 5 %	15160 Polizza combattenti	Stigliano Luigi di Giorgio, dom. a Taranto (Lecce) . . »	20 —
3.50 %	621414	Servadio Elda di Vittorio, minore, emancipata, sotto la curatela del marito Bolaffi Arturo di Moisè, domiciliata a Pisa, vincolata . . . . »	1592.50

CATEGORIA del débito	NUMERO delle iscrizioni	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
Consolidato 5 %	16355	Comune di Lotzorai (Cagliari)	5 —
»	25674	Intestata come la precedente	10 —
»	275755	Fabbricieria della chiesa parrocchiale di S. Ambrogio, in Uscio (Genova)	190 —
»	69933	Ridi Emilia-Luigia di Riccardo, minore, sotto la patria potestà del padre, e figli nascituri di detto Ridi Riccardo, inabilitato, tutti sotto la curatela testamentaria di Ridi Alfredo, dom. a Firenze	525 —
»	94333	Ridi Emilia-Luigia di Riccardo, minore, sotto la patria potestà del padre e la curatela speciale di Ridi Alfredo fu Luigi e figli nascituri di detto Ridi Riccardo fu Luigi, inabilitato, sotto la curatela di Poggiali Raffaello fu Giuseppe, dom. a Firenze	165 —

Roma, 30 settembre 1923.

Il direttore generale: D'ARIENZO.

AMMINISTRAZIONE DELLA CASSA DEPOSITI E PRESTITI E DEGLI ISTITUTI DI PREVIDENZA

DIREZIONE GENERALE DEGLI ISTITUTI DI PREVIDENZA

ELENCO delle pensioni e delle indennità conferite agli impiegati, loro vedove ed orfani dal Consiglio di amministrazione, ed ammesse a registrazione dall'ufficio di riscontro della Corte dei conti durante il 3° trimestre 1923 a carico della Cassa di previdenza per le pensioni degli impiegati degli Enti locali.

Pensioni dirette.

Samarelli Roberto, pensione L. 3456.14 — Potella Gaetano, id. L. 3456 — Forlani Francesco, id. L. 3223.33 — Figliolini Francesco, id. L. 3007.98 — Milani Alessandro, id. L. 2968.50 — Fabiani Agostino, id. L. 2945.73 — Boy-Tolu Fortunato, id. L. 2934.90 — Chiesa Giulio, id. L. 2157.38 — Bartoli Giacomo, id. L. 1871.20 — Mancuso Gaetano, id. L. 1156.91 — Venanzi Ercole, id. L. 901.75 — Lolini Giovanni, id. L. 775.99.

Pensioni indirette.

Verdarelli Giuseppina ved. Quinci Angelo, pensione L. 1823.15 — Caniachi Ester ved. Branzini Giovanni, id. L. 1770.37 — Manin Anna ved. Del Fiorentino Giovanni, id. L. 1167.02 — Orfani minori di Bolognese Cherubino, id. L. 1110.32 — Lomonaco Teresa vedova Lomonaco Severino, id. L. 1093.50 — Pirocchi Maria vedova De Leone Domenico, id. L. 1028.92 — Orfani minori di Alberti Vincenzo, id. L. 988.33 — Bricco Margherita ved. Lupo Giuseppe, id. L. 879.06 — Orfani minori di Alimena Francesco, id. L. 845.75 — Scalcini Rosa ved. Giboli Carlo, id. L. 754.58 — Troia Salvatrice ved. Cangialosi Calogero, id. L. 582.15 — Orfani minori di Mancuso Gaetano, id. L. 578.26 — Nebuloni Teodolinda ved. Nebuloni Giovanni, id. L. 515.98.

Indennità dirette

Dallari Umberto, indennità L. 7609.63 — Amadori Sesto, id. L. 2419.21 — Pavesi Sante, id. L. 2307.26 — Boscolo Leone, id. L. 1626.92 — Pinghi Penelope, id. L. 1280.12.

Indennità indirette.

Giorgi Valentina ved. Modenesi Alfonso, indennità L. 6257.91 — Caleffi Rosa ved. Galassi Leandro, id. L. 2603.09 — Orfani minori di Spanò Lodovico, id. L. 1925.34 — Germani Elvira vedova Gionni Alfredo, id. L. 1713.61 — Agusson Giuseppina vedova De Marzi Giorgio, id. L. 1684.46 — Cervini Corradi Adele ved. Simeoni Enrico, id. L. 1096.87 — Bruni Maria ved. Bisceglia Francesco, id. L. 1088.18 — Baruchello Emma in Padoan, id. L. 442.35 — Minorenni di Padoan Vincenzo, id. L. 442.35 — Zanovello Corinna ved. Friso Ermenegildo, id. L. 383.22 — Nifosi Dorotea ved. Olivieri Franco, id. L. 301.15 — Micciarelli Elena ved. Giampaoli Romolo, id. L. 285.74.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO.

SMARRIMENTO DI RICEVUTE.

(3ª *pubblicazione*). (Elenco n. 16).

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento della sottoindicata ricevuta relativa a titolo di debito pubblico presentato per operazione:

Num. ordinale portato dalla ricevuta: 4129 — Data della ricevuta: 11 aprile 1923 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione della ricevuta: Mazzei Maria Giuseppa fu Ferdinando — Titoli del Debito pubblico: Quantità, nominativi: 1 — Ammontare, rendita: 784 — Capitale: consolidato 3.50 % decorrenza 1° gennaio 1923.

Ai termini dell'art. 230, del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida, chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione il nuovo titolo proveniente dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, 10 novembre 1923.

Il direttore generale: D'ARIENZO.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Diffida.

Si avvertono tutti coloro che possono avervi interesse e specialmente le direzioni dei giornali, riviste ed opere periodiche del Regno, che il Ministero dei lavori pubblici *non assume alcun impegno per l'invio di qualsiasi pubblicazione fatta senza speciale ordinazione*, e non si crede in obbligo di respingere gli esemplari e numeri, che gli potranno, per avventura, essere indirizzati, e molto meno di pagare il relativo importo di vendita e di abbonamento.

BANDI DI CONCORSO

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

Concorso per un posto di assistente straordinario presso la Regia stazione bacologica di Padova.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Vista la legge 19 luglio 1909, n. 527;
Visto il R. decreto-legge 25 agosto 1919, n. 1580;
Visto il R. decreto 20 novembre 1919, n. 2364;
Visto il R. decreto 14 agosto 1920, n. 1845;
Visto il R. decreto 25 marzo 1923, n. 875.

Decreta:

E' aperto il concorso per esami e per titoli al posto di assistente straordinario presso la Stazione bacologica sperimentale di Padova, con lo stipendio di L. 7500, oltre le indennità caro-viveri.

Le domande di ammissione al concorso, in carta bollata da L. 2, dovranno pervenire al Ministero dell'economia nazionale (Direzione generale dell'agricoltura, divisione III), non più tardi del 31 dicembre 1923. Esse dovranno contenere l'indicazione della dimora del concorrente, ed essere corredate dai seguenti documenti:

a) atto di nascita dal quale risulti che il concorrente non abbia oltrepassato il 35° anno di età;

b) stato di famiglia;

c) attestato di cittadinanza italiana;

d) attestato di buona condotta rilasciato dal sindaco del Comune o dei Comuni ove il concorrene dimorò nell'ultimo triennio;

e) certificato generale rilasciato dall'ufficio del casellario giudiziale;

f) certificato medico di sana costituzione fisica;

g) attestato di adempiuto obbligo di leva militare;

h) titoli ed opere stampate (da presentarsi almeno in triplice esemplare) dimostranti la cultura scientifica del candidato e la sua preparazione a coprire il posto messo a concorso;

i) laurea in scienze agrarie, od in scienze naturali, in medicina e in chirurgia ed in chimica.

Sono dispensati dalla presentazione dei documenti indicati alle lettere b), c), d), f), g), gli aspiranti che provino, mediante certificato dell'Amministrazione dalla quale dipendono, di occupare posti di ruolo al servizio dello Stato.

Il limite di età è elevato, per gli ex combattenti, dal 35° al 40° anno.

Al pari della domanda, i documenti che la corredano, debbono essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo e portare la vidimazione dell'autorità politica e giudiziaria.

I documenti di cui alle lettere b), c), d), e), f), debbono avere data non anteriore di tre mesi a quella del presente decreto.

Il vincitore del concorso sarà assunto in servizio con decreto Ministeriale, con la qualifica di straordinario, con la quale rimarrà un biennio; trascorso tale periodo, in seguito ad ispezione ministeriale, sarà assunto definitivamente in servizio, con decreto Reale, oppure dispensato.

Il servizio prestato come straordinario è valutato agli effetti della pensione, ed il primo dei tre aumenti quinquennali di stipendio decorre dalla nomina definitiva.

I concorrenti riceveranno avviso, in tempo debito, del giorno dell'ora in cui saranno tenuti gli esami, che avranno luogo in Roma presso il Ministero dell'economia nazionale.

A parità di merito saranno preferiti gli invalidi di guerra, i feriti in combattimento, gli orfani di guerra ed i figli di invalidi di guerra, gli insigniti di decorazione al valore militare, ed infine chi abbia prestato servizio militare come combattente.

All'assistente di nuova nomina saranno applicate le norme legislative che, in ordine alle pensioni, si stabiliranno in sotituzione di quelle vigenti.

Roma, addì 26 ottobre 1923.

Il Ministro: CORBINO.

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

DIREZIONE GENERALE DELLE ANTICHITÀ E BELLE ARTI

Relazione a S. E. il Ministro per la pubblica istruzione della Commissione giudicatrice del concorso fra le imprese di teatri lirici italiani.

ECCELLENZA,

La Commissione nominata dall'E. V. per il giudizio del concorso bandito fra imprese di teatri lirici italiani con ordinanza in data 1° giugno 1923, grata alla E. V. dell'alto e delicato compito affidatole, ha l'onore di riferire alla E. V. sullo svolgimento e sul risultato del giudizio.

La Commissione adunatasi dal 29 ottobre al 1° novembre e dal 24 al 28 novembre ha esaminato, nelle sue 15 sedute, tutte le diciotto opere presentate al concorso da imprese di teatri lirici italiani entro il termine del 31 agosto 1923.

Da tale esame effettuato con la massima cura e diligenza, la Commissione ha tratto il convincimento che fra le opere presentate al concorso sono meritevoli di essere sottoposte al giudizio del pubblico le opere che si enumerano coll'ordine alfabetico dei nomi degli autori, *Emiral* in un atto del maestro Bruno Barilli e *Anna Karnine* in tre atti del maestro Igino Robbiani; e pertanto ha deliberato di assegnare alla impresa del teatro Costanzi di Roma e per essa alla signora Emma Carelli, che ha presentato l'opera del Barilli, la sovvenzione di L. 20,000 ai sensi degli articoli 4 e 5 dell'ordinanza del concorso e al maestro Bruno Barilli l'indennità di L. 5000 a sensi dell'art. 9 dell'ordinanza del concorso: parimenti ha deliberato di assegnare all'impresa da costituirsi dal signor Giacomo Barbieri di Milano che ha presentato l'opera del Robbiani, la sovvenzione di L. 40,000, e al maestro Igino Robbiani l'indennità di L. 10,000.

Con ossequio, dell'E. V. dev.mi

Giacomo Puccini — Francesco Cilea — Tullio Serafin — Franco Alfano — Bernardino Molinari — Francesco Fedele, *segretario*

Visto, *il Ministro*: GENTILE.

Dario Peruzy, direttore — Tumino Raffaele, gerente

Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato.